



COMMUNIQUE DE PRESSE n° 35/2016

L'Union internationale des Chemins de fer (UIC) se félicite du rapport présenté par le Groupe consultatif à haut niveau de l'ONU sur le Transport durable

Le Groupe consultatif a formulé ses recommandations dans le rapport intitulé "Mobiliser le transport durable pour le développement" qui a été présenté le 28 octobre au siège des Nations Unies à New York

(Paris-New York, 31 octobre 2016) Le Directeur général de l'UIC, M. Jean-Pierre LOUBINOUX, s'est félicité du *Rapport sur les perspectives du transport durable intitulé "Mobiliser le transport durable pour le développement"* publié le 28 octobre par le Groupe consultatif à haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur le Transport durable.

"Les Nations Unies disposent maintenant d'une équipe internationale multidisciplinaire qui a conscience de l'importance vitale de l'infrastructure et de la complémentarité entre modes de transport - chacun apportant un maximum de valeur ajoutée grâce à des interfaces intelligentes - pour relever le défi du 21ème siècle en matière de mobilité durable et encourager un développement socio-économique plus harmonieux à partir des échanges entre villes, régions et pays", a-t-il déclaré.

Le Groupe consultatif à haut niveau sur le transport durable a été créé en août 2014 par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans le but de formuler des recommandations sur le transport durable à l'échelon mondial, national, local et sectoriel. Etabli pour une période de trois ans, le Groupe consultatif a travaillé avec les gouvernements, les transporteurs (secteurs aérien, maritime, ferroviaire, fer/mer, routiers, et transports urbains), les entreprises, les institutions financières, la société civile et autres parties prenantes afin de promouvoir des systèmes de transport durables et leur intégration dans les stratégies et politiques de développement, y compris sur le registre climatique.

Constatant que les systèmes de transport mondiaux, nationaux et locaux souffrent de défauts d'efficacité et d'insuffisances en investissements durables, le comité d'experts a énoncé dans un rapport intitulé *"Mobiliser le transport durable pour le développement"*, 10 recommandations indiquant comment les gouvernements, le monde économique et la société civile devraient réorienter les ressources du secteur des transports de manière à favoriser un développement durable.

Ces recommandations portent sur des aspects politiques, techniques et financiers et émanent de l'expérience concrète des membres du groupe consultatif.

Le rapport montre que l'on peut opérer un revirement profond en faveur du transport durable au prix d'investissements annuels de l'ordre de 2 milliards de dollars US, ce qui correspond à

peu près au niveau actuel des dépenses américaines comprises entre 1,4 milliards et 2,1 milliards de dollars US.

Les experts ont observé que les investissements dans le transport durable permettent de réaliser des économies d'énergie, de réduire les coûts d'exploitation, d'atténuer les phénomènes de congestion et d'amoinrir la pollution atmosphérique. En outre, on estime que les efforts consentis pour promouvoir le transport durable peuvent induire des économies pouvant atteindre 70 milliards de dollars US d'ici 2050.

Au niveau mondial, le PIB peut même croître de 2,6 milliards de dollars US si la transition vers un transport pérenne pour le fret et les voyageurs s'accompagne également de terminaux portuaires intégrés, d'aéroports bien configurés et de normes/standards et réglementations harmonisés dans un souci de rendre le franchissement des frontières plus efficace.

Dans la préface du rapport rédigée par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, il est indiqué que le transport durable joue un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique ainsi que dans l'effort de réduction de la pollution atmosphérique et d'amélioration de la sécurité routière. *“Le transport durable soutient une croissance inclusive, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, l'accès aux marchés, l'autonomisation des femmes et le bien-être des personnes souffrant d'handicaps et d'autres groupes de personnes vulnérables.”*

Attirant l'attention sur des questions importantes tels que la sécurité routière, la congestion des routes et les impacts climatiques, le Groupe consultatif a défini 10 actions ciblées consistant notamment à fixer des cadres de suivi et d'évaluation, à promouvoir des techniques de transport soutenables et à renforcer le financement des opérations de développement à l'échelon international.

Le rapport exhorte l'ensemble des acteurs à s'engager délibérément de manière à ce que toutes les composantes de la société puissent accéder à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé grâce à la mise à disposition d'un système de transport durable.

A l'heure actuelle, le secteur du transport est responsable d'environ 23 % des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie et chaque année, 3,5 millions de décès prématurés résultent de la pollution de l'air extérieur, avec une dominante dans les pays à bas et moyens revenus. Environ 10 à 15 pourcents de produits alimentaires sont perdus au cours du traitement, du transport et du stockage en raison d'un manque d'équipements modernes, de véhicules de transport, d'installations de réfrigération accessibles et d'un réseau routier en mauvais état. Près d'un milliard de personnes dans le monde sont privées d'un accès adéquat aux réseaux routiers ce qui accentue leur isolement, leur marginalisation et creuse le fossé des inégalités. Plus de 1,2 millions de personnes périssent chaque année dans des accidents de voiture. Outre le tribut en pertes humaines et les souffrances qui en résultent, les coûts induits, soit plusieurs milliards de dollars, représentent, dans certains pays, 1 à 3 pourcent de PIB.

“Le transport peut constituer un socle de prospérité au sens le plus large du terme, en améliorant la qualité de vie de tous et avec le souci de protéger l'environnement et de combattre le changement climatique,” déclare Martin Lundstedt, DG de Volvo et co-président du Groupe consultatif à haut niveau. *“Nous avons besoin d'audace dans l'innovation et d'un véritable partenariat entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé.”*

“Le transport durable est un élément crucial de l'amélioration de la qualité de vie des habitants résidant dans les grandes agglomérations et en milieu rural, à la fois au niveau national et international”, déclare Carolina Tohá, Maire de Santiago du Chili et deuxième co-présidente du Groupe.

“Le transport durable permet aux gens d'accéder plus facilement aux services, aux emplois, aux opportunités diverses, et de développer les liens familiaux. Il constitue également un

espace dans lequel les personnes passent une partie non négligeable de leur temps quotidien, d'où la nécessité de prendre la mesure des enjeux de sécurité et des conditions à réunir pour offrir aux utilisateurs des solutions de déplacement dignes. Pour ne laisser quiconque au bord du chemin dans le contexte du transport durable, il est indispensable qu'au cours des décennies à venir nous soyons capables de bâtir des systèmes de transport inclusifs, intégrés, c'est-à-dire centrés sur les besoins réels des personnes."

[Le rapport complet "Mobiliser le transport durable pour le développement" est consultable sur le site internet des Nations Unies](#)

CONTACTS:

Département Communication UIC: Marie Plaud, com@uic.org